

Brochure n° 3336

Convention collective nationale  
IDCC : 2583. – **SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES  
OU EXPLOITANTES D'AUTOROUTES  
OU D'OUVRAGES ROUTIERS**

---

ACCORD DU 29 MAI 2017  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES  
POUR L'ANNÉE 2017  
NOR : ASET1750672M  
IDCC : 2583

---

Entre

ASFA

D'une part, et

FGTE CFDT

CFE-CGC BTP

FGT CFTC

FEETS FO

UNSA autoroutes

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit

PRÉAMBULE

Il est d'abord rappelé que le barème des rémunérations annuelles garanties (RAG) de branche tel qu'il a successivement fait l'objet des accords collectifs du 18 décembre 2007, du 26 novembre 2008, du 28 octobre 2009, 21 septembre 2011, 12 décembre 2012, 17 octobre 2013, 22 septembre 2014, 1<sup>er</sup> juillet 2015 et 19 mai 2016 repose sur les principes suivants :

- il respecte un étagement croissant et cohérent des RAG attachées à chacune des 16 classes d'emplois prévues par la convention collective nationale de branche ;
- sans remettre en cause les politiques salariales des entreprises de la branche, il constitue un socle de base pour les entreprises qui pourraient se créer ou développer une activité dans notre secteur professionnel.

Les parties signataires du présent accord rappellent que les sociétés de la branche ont pour objectif d'aboutir, pour un travail égal, à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, et de mettre en œuvre des mesures concrètes afin d'y parvenir.

Ainsi la branche professionnelle rappelle les dispositions de l'accord relatif à la diversité et à l'égalité des chances du 31 octobre 2014, et plus particulièrement son article 3 (d) qui stipule qu'en cas de constatation d'un écart de situation de rémunération entre les femmes et les hommes, les entreprises de la branche doivent vérifier les raisons de ces écarts avec comme objectif de les supprimer. Les parties signataires pourront à l'issue de la commission de suivi mise en place par cet accord, évaluer les mesures prises et si nécessaire proposer des actions adaptées.

À l'issue de la commission paritaire qui s'est tenue le 29 mai 2017, il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Objet*

Le présent accord est conclu en application de l'article L. 2241-1 du code du travail et des articles 37 et 38 de la convention collective nationale de branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers relatifs aux rémunérations annuelles garanties et à la négociation périodique desdites rémunérations annuelles garanties.

## **Article 2**

### *Barèmes des rémunérations annuelles garanties pour l'année 2017*

Le barème précédemment établi au titre de 2016 pour chacune des 16 classes prévues par l'article 36 de la convention collective nationale de branche est revalorisé de 1,2 % pour toutes les classes.

Le nouveau barème figure en annexe du présent accord.

## **Article 3**

### *Nouvelle annexe III à la convention collective nationale de branche*

En application du quatrième alinéa de l'article 38 de la convention collective nationale de branche, ce nouveau barème tel que prévu à l'article 2 du présent accord constituera la nouvelle annexe III à la convention collective nationale de branche.

## **Article 4**

### *Date d'effet*

Le présent accord est conclu pour l'année civile 2017, les mesures prévues à l'article 2 prenant effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## **Article 5**

### *Clause de rendez-vous*

Les parties signataires conviennent que, dans l'hypothèse où l'évolution du Smic induirait des montants annuels bruts supérieurs à ceux prévus au titre de certaines rémunérations annuelles garanties de branche figurant dans le barème joint au présent accord, des négociations s'engageraient dans les 3 mois pour traiter de cette situation.

## **Article 6**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative de salariés au sens du code du travail ainsi que toute organisation syndicale ou groupement d'employeurs ou tout employeur pris individuellement, non-signataires du présent accord, pourront adhérer au présent accord dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

## **Article 7**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord collectif.

## **Article 8**

### *Dépôt légal*

Le présent accord sera déposé, à la diligence de l'ASFA, auprès des services centraux du ministère du travail, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait à Paris, le 29 mai 2017.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Rémunérations annuelles garanties de branche pour l'année 2017

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSE	MONTANT 2017
Exécution	A	18 155
	B	18 870
	C	19 793
Maîtrise	D	20 860
	E	22 159
	F	23 683
	G	25 500
	H	27 732
Cadre	I	30 458
	J	33 745
	K	37 610
	L	42 765
	M	46 637
	N	51 864
	O	57 215
	P	62 564